



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, *le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.*

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:
**Prévention - Point
rencontre
parents/enfants -
subvention à AXIS**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Géraud, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRESENTES

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT EXCUSE:

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 6/6/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 10/6/2014

Par délibération n°2006.042 en date du 29 juin 2006, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a reconnu d'intérêt communautaire dans la compétence Politique de la Ville, les dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale, les dispositifs locaux d'intérêt communautaire de prévention de la délinquance, les dispositifs de soutien à de projets thématiques intéressant tout ou partie des communes de l'agglomération,

Par délibération n°2008-118 en date du 17 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a approuvé la création du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) afin de mettre en place une politique à l'échelle de l'intercommunalité en lien avec les conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD). Selon la loi du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, le CISPD est le cadre de concertation sur les priorités de la lutte contre l'insécurité et de la prévention de la délinquance. Il favorise l'échange d'informations entre les institutions et organismes publics et privés concernés et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publique. Il est consulté sur la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de prévention de la délinquance prévus dans le cadre des dispositifs de la Politique de la Ville.

Les acteurs locaux de la sécurité et de la prévention (élus, polices municipales, services jeunesse, parquet, police nationale, gendarmerie, services sociaux, etc.) réunis dans les instances du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) reconnaissent qu'une politique de sécurité et de prévention s'articule autour d'actions de prévention primaire (actions sociales, actions Jeunesse, médiation sociale), de prévention éducative (TIG, réparation, sanction pénales, rappels à l'ordre) et de prévention situationnelle (service de police).

L'association AXIS gère le point rencontre parents/enfants en deux lieux : les Arcs sur Argens et Fréjus.

Les objectifs de l'action sont :

- permettre des rencontres entre parents séparés et enfants dans de bonnes conditions de sécurité physique et affective pour les enfants
- prévenir la récurrence dans les situations de violences conjugales et de non présentation d'enfants
- prévenir les troubles du comportement chez les enfants de familles à relations conflictuelles
- prendre conscience du rôle parental en dehors du conflit familial

En 2013, 104 familles ont été suivies, qui ont représenté 798 rencontres parents/enfants, dont 538 aux Arcs sur Argens soit 67%. 273 personnes ont bénéficié de l'action dont 112 enfants. 83 bénéficiaires sont domiciliés sur le territoire de la CAD, soit 30 %.

En 2013, la CAD a apporté une participation de 5 000 €, soit 9 % du coût du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- attribuer une subvention de cinq mille euros (5 000 €) à l'association AXIS, sise 9 rue Corneille à Toulon,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération,

Cette subvention sera imputée sur les crédits inscrits au budget 2014, au chapitre 65, nature 6574.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 61 voix pour et 1 abstention (RUDNIK Thierry) décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.